

égyptien Hosni Moubarak et au roi Hussein de Jordanie, les deux Arabes modérés avec qui il aurait pu former une alliance crédible. En Israël, les deux grands partis ne parviennent même pas à se mettre d'accord sur l'éventualité d'entamer des négociations avec les Palestiniens sous les auspices des Nations unies.

Beaucoup d'Israéliens s'inquiètent du coût moral de l'occupation. Meron Benvenisti, directeur du West Bank Data Project estime qu'« Israël est en train de devenir un État binational avec deux systèmes de gouvernement, un pour les Juifs et l'autre pour les Arabes ». Et d'ajouter : « C'est un système qui intègre partiellement les choses qu'Israël veut intégrer, comme la terre, les droits d'irrigation et les zones de sécurité, et exclut ce dont Israël ne veut pas, comme les Arabes. »

Bien que beaucoup de Juifs en dehors d'Israël soutiennent l'occupation, d'autres craignent qu'elle ne porte éventuellement atteinte au prestige d'Israël en Occident. Michael Lerner, rédacteur de *Tikkun*, un hebdomadaire libéral juif américain, est au nombre de ceux qui font remarquer qu'une grande partie du soutien américain à Israël repose sur l'idée que ce pays concrétise le meilleur des valeurs morales américaines. « La survie à long terme de l'État d'Israël exige qu'il cesse d'occuper la Cisjordanie », déclare Lerner. Sans quoi, prévient-il, « la perception d'Israël comme un État exemplaire sera dramatiquement ébranlée dans les années à venir ».

Johanna MCGEARY
Time, 8 juin 1987.

JÉRUSALEM : LES BARRIÈRES ONT DISPARU MAIS LES DIVISIONS PERSISTENT

Dans le long et amer conflit entre Arabes et Israéliens, cette cité demeure l'ultime récompense.

L'emprise de Jérusalem sur l'imaginaire chrétien, musulman et juif est tout à la fois tangible et mystique. Elle évoque en

un même temps la mort et l'éternité. « Partout, vous mourez et vous vous désintégrez ; ici, vous mourez et fusionnez », a écrit Saul Bellow.

La cité tangible, la Jérusalem de pierre, de terre et de béton, a été réunifiée depuis vingt ans sous la férule juive, depuis qu'Israël a vaincu la Jordanie dans la guerre de juin 1967.

Quelques semaines après la fin des combats, les bulldozers ont arraché toutes les barricades, tous les points de contrôle, toutes les herbes de barbelés et tous les murs édifiés entre les secteurs arabe et israélien pour se protéger des francs-tireurs, le tout en une fiévreuse matinée.

Mais la cité spirituelle, la Jérusalem des rêves, demeure, elle, très divisée.

Yasser Arafat, le chef de l'Organisation de libération de la Palestine, évoque toujours la vision d'un État palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale. Entre-temps, les Juifs ultra-orthodoxes et la droite nationaliste élaborent des plans pour édifier une version du temple de Salomon sur le site occupé depuis des siècles par deux des mosquées les plus sacrées de l'islam. Et des étudiants des séminaires juifs s'entraînent à la pratique des sacrifices d'animaux afin d'être en mesure d'exécuter leurs devoirs religieux après la venue du Messie.

Des rêves aussi profondément dissemblables peuvent difficilement coexister pacifiquement. Quelquefois, ils provoquent des effusions de sang.

La dernière en date est intervenue en novembre, lorsqu'un étudiant religieux juif a été poignardé par trois jeunes Palestiniens dans le secteur musulman de la vieille ville. De jeunes Juifs originaires des banlieues ouvrières voisines se sont alors livrés à des exactions durant une longue semaine, saccageant les boutiques et les voitures arabes, mettant le feu aux habitations et bastonnant les passants.

Beaucoup d'observateurs disent qu'il est miraculeux que de pareils incidents ne surviennent pas plus souvent. Jérusalem, c'est Belfast sans les bombes, Berlin sans le

mur, Beyrouth sans les balles ; et bien que ses passions soient allées beaucoup plus loin et depuis plus longtemps, elle est généralement plus paisible que ces villes.

Une des raisons à cela est que les Arabes et les Juifs se maintiennent généralement chacun dans son quartier.

Il n'existe pratiquement pas d'habitat mixte. Alors qu'il est fréquent de voir des travailleurs arabes dans Jérusalem-Ouest, le secteur juif, les sondages font apparaître que les Juifs évitent de plus en plus de se rendre dans le secteur arabe, par crainte des agressions. Les deux secteurs possèdent des centres d'affaires différents, des lignes d'autobus différentes, et même des réseaux électriques séparés.

C'est une séparation difficile mais mutuellement consentie plutôt que légalement imposée. C'est ce que le maire Teddy Kollek appelle « *une mosaïque, une société multiculturelle, jamais un melting pot* ».

De fait, le conflit ouvert qui suscite l'inquiétude ces jours-ci n'est plus simplement celui qui oppose les Juifs aux Arabes. Les Juifs sont de plus en plus montés les uns contre les autres, polarisés entre la montée d'une communauté ultra-orthodoxe et la grande majorité silencieuse qui se considère comme laïque.

Un sondage effectué auprès des habitants juifs de Jérusalem l'année dernière fait apparaître que, pour 44 % d'entre eux, les relations entre religieux et laïques constituent le plus grave problème de la cité. Ce problème a recueilli deux fois plus de réponses que celui concernant les relations entre Juifs et Arabes.

M. Kollek est un magicien bourru qui a su maintenir la paix en tempérant les espérances et en perfectionnant l'art du compromis. Depuis qu'il est devenu maire, en 1965, il a édifié des centaines de jardins publics, de terrains de sport, de places et de bosquets, 25 bibliothèques, 24 centres communautaires, et il a fait de Jérusalem le centre reconnu de l'art et de la musique en Israël.

Incapable d'obtenir du gouvernement central les fonds dont il avait besoin,

M. Kollek a mis sur pied la Fondation de Jérusalem qui a collecté et investi plus de 100 millions de dollars dans l'amélioration de l'environnement urbain.

Tout aussi important, il a réussi à tuer dans l'œuf plusieurs projets qui auraient pu défigurer la cité : immeubles élevés, complexes hôteliers et grandes artères.

Mais M. Kollek a atteint sa soixante-seizième année le mois dernier, et certains disent qu'il perd ses pouvoirs de magicien. Beaucoup craignent que la situation à Jérusalem n'empire lorsqu'il aura abandonné ses fonctions.

Le maire affirme être tranquille. Les Israéliens, soutient-il, « *sont un peuple qui ne peut pas vivre sans hystérie* ». Les étrangers s'attendent à ce que Jérusalem résolve des problèmes ethniques et politiques avec lesquels d'autres villes en Europe et aux États-Unis ont encore à compter.

« *Il y a beaucoup de problèmes dans cette ville, proclame M. Kollek, et nous les résoudrons au cours des deux cents ou trois cents prochaines années.* »

L'histoire de la Jérusalem moderne est dans une large mesure une histoire de quartiers, de grandes artères et de plans d'occupation des sols, et les différentes manières dont ces instruments de planification peuvent être manipulés pour servir des desseins politiques.

Quand les barrières ont été abattues, il y a vingt ans, Jérusalem était une ville provinciale rétrograde, rabougrie et défigurée par dix-neuf années de coupure physique consécutive à l'indépendance d'Israël qui a combattu la Jordanie en 1948, la forçant à se retirer.

Lorsque, dans les années 50, les immigrants juifs sortis des pays arabes ont commencé à affluer dans le nouvel État, nombre d'entre eux ont été installés dans de sinistres immeubles fortifiés édifiés le long d'un no man's land. Beaucoup d'appartements disposaient de meurtrières conçues pour des tireurs d'élite, et les immeubles étaient disposés selon des configurations angulaires destinées à empêcher la progression de chars.

Ces quartiers restent parmi les plus pauvres de Jérusalem. Ce sont leurs plus jeunes habitants qui ont formé les troupes de choc de la vague de violence anti-arabe de novembre.

Les habitants de ces quartiers, affirme Alan Freeman, un porte-parole de la Fondation de Jérusalem, « *ont vécu durant toutes ces années avec une mentalité d'assiégés, et ils conservent une mentalité d'assiégés même à la deuxième génération* ».

Après la guerre de 1967, Israël a décidé d'annexer Jérusalem-Est et les régions avoisinantes afin de faire savoir au monde entier qu'il ne permettrait jamais que la cité soit à nouveau divisée. L'idée, déclare l'architecte de la ville, David Kroyanker, était d'obtenir « *un maximum de terres et un minimum d'Arabes, pour le dire franchement* ».

Depuis, la superficie de la cité a triplé, tandis que sa population doublait pour atteindre le chiffre de 475 000 habitants. Il y a 340 000 Juifs et 135 000 Arabes, parmi lesquels 121 000 musulmans.

Sept nouveaux quartiers juifs ont été édifiés dans les faubourgs sur l'ancien territoire jordanien, formant des communautés qui encerclent les zones arabes et les séparent de la Cisjordanie occupée et de la Jordanie. La ville a construit plus de 26 000 appartements destinés aux Juifs depuis 1967. Elle en a construit 450 pour les Arabes.

Très tôt, de longues batailles ont opposé les autorités israéliennes à leurs nouveaux sujets palestiniens qui refusaient de reconnaître ce qu'ils considéraient comme l'usurpation illégale par Israël de l'autorité sur leur vie de tous les jours.

M. Kollek énumère les améliorations apportées par la ville à Jérusalem-Est : le nombre de classes a doublé, 60 miles de routes asphaltés et 40 miles d'égouts construits.

En dépit du manque de logements municipaux, la population palestinienne a pratiquement doublé en vingt ans, l'OLP et la Jordanie offrant pendant un temps

une aide aux personnes désireuses de construire.

Mais chaque partie mesure les réalisations à sa propre aune. Alors que la ville clame tout haut que le taux de la mortalité infantile des Arabes a été réduit de deux tiers, les médecins palestiniens font observer qu'il demeure deux fois plus élevé que celui de la communauté juive. Il existe quatre maternités et cliniques de pédiatrie à Jérusalem-Est, et vingt-huit dans le reste de la ville.

M. Kollek aime attirer l'attention sur la clinique Sheikh-Jarrah, une polyclinique communautaire arabe située dans le secteur arabe, et construite avec près de 6 millions et demi de dollars provenant de sa Fondation de Jérusalem.

Mais Nafez Nubani, le médecin en charge de l'établissement, déclare que la clinique est loin d'être achevée, par suite d'un manque de fonds et de main-d'œuvre. Lui comme M. Kollek avouent que de nombreux donateurs juifs de la Fondation refusent que leur argent soit utilisé pour un projet arabe. Selon eux, l'achèvement de la clinique nécessiterait encore près de 3 millions de dollars.

Des responsables officiels de la ville affirment que les inégalités dureront tant que les Arabes refuseront de jouer un rôle dans la politique municipale.

Depuis des années, M. Kollek tente d'inciter les Arabes à se faire élire au conseil municipal. Mais une telle action reviendrait à reconnaître la légitimité de l'autorité israélienne, chose qu'aucun Arabe de Jérusalem-Est n'est prêt à admettre publiquement.

Quand Israël a pris le contrôle de Jérusalem, les résidents arabes furent autorisés à demander la nationalité israélienne. Seul un millier d'entre eux le fit, alors que les autres conservaient leur passeport jordanien. Toujours est-il que tous les résidents peuvent voter aux élections municipales, et près de 20 % des Arabes le font régulièrement, assurant ainsi à la liste de M. Kollek la courte majorité nécessaire au cours de plusieurs campagnes.

De fait, certains dirigeants israéliens considèrent que Jérusalem-Est est en train d'établir un précédent qu'ils aimeraient éventuellement étendre aux Arabes vivant dans le reste des territoires occupés.

« *Jérusalem-Est est le modèle : appliquez la loi israélienne et offrez en même temps l'option de la nationalité* », déclarait Moshé Arens, ministre sans portefeuille et l'un des leaders du Likoud.

Mais au lieu de se plier à l'autorité israélienne, les Palestiniens ont fait de leur secteur la capitale officieuse d'un mouvement nationaliste montant.

Contrairement au reste de la Cisjordanie soumise à l'application de la loi militaire, Jérusalem-Est fonctionne selon les statuts civils israéliens. Ces lois autorisent toute une gamme d'activités politiques et de libertés civiques inconnues durant la période du gouvernement jordanien et rares dans le monde arabe. Il existe des syndicats, des associations professionnelles, cinq quotidiens d'information et au moins deux grands hebdomadaires, des organisations estudiantines et une compagnie théâtrale. Mais la presse palestinienne est passée au crible par la censure militaire de façon beaucoup plus poussée que ne le sont les journaux israéliens ou étrangers, et les lois permettant des détentions administratives de six mois et d'autres restrictions peuvent être utilisées à l'encontre des activistes.

Il en résulte un processus d'édification d'une nation à Jérusalem-Est qui, comme le disent les habitants, est le fruit ironique de l'annexion de leur ville.

« *Nous avons développé le sentiment, l'amour et la sensibilité communautaire d'une identité politique que nous n'avons pas sous les Jordaniens*, déclare Sari Nusseibeh, professeur de philosophie islamique à l'université de Bir-Zeit. *Nous avons construit une infrastructure dans laquelle chaque aspect de la vie aide à jeter les bases d'un État futur.* »

Il s'ensuit que beaucoup de Palestiniens insistent sur le fait que les efforts déployés par M. Kollek pour intégrer les Arabes

dans le système politique de Jérusalem ont échoué. « *Pour moi, la frontière invisible existe toujours* », conclut Daoud Kuttab, le rédacteur en chef palestinien (...) d'un journal de la ville.

Glenn FRANKEL
The Washington Post, 3 juin 1987.

LE POUVOIR DES COLONS MILITANTS EST EN BAISSSE

C'était un incident comme il en arrive tous les jours en Cisjordanie occupée : un jeune Palestinien hostile lapidant un véhicule israélien de passage. Mais les colons juifs en colère décidèrent de se faire eux-mêmes justice. Cette nuit-là, cinquante hommes armés venant de Kiryat Arba — un bastion du Goush Emounim, le groupe de colons militants — ont fait irruption dans un camp de réfugiés palestiniens près de Bethléem. Tandis que l'un des « justiciers » bloquait la circulation, les autres faisaient voler en éclats les pare-brise des véhicules en stationnement, tiraient des rafales d'armes automatiques sur les habitations et s'en prenaient même aux soldats israéliens qui tentaient d'intervenir. Personne n'a été blessé, mais la semaine dernière beaucoup d'Israéliens fulminaient d'indignation à l'encontre des colons coupables de ces exactions. Le ministre de la défense, Yitzhak Rabin, qualifiait le raid de « *scandale de première* ». Et la presse israélienne tonnait contre ceux que le quotidien *Haaretz* qualifiait de « *Juifs fanatiques et assoiffés de sang* ».

Des mots durs. Mais, de fait, les temps sont durs pour les colons militants israéliens. Dans les années 70 et au début des années 80, les intégristes religieux en calotte, bardés d'armes automatiques, se sont multipliés en Cisjordanie occupée, construisant des colonies juives parmi les Arabes palestiniens et réclamant l'ancienne contrée biblique de Judée et de Samarie pour Israël. Personne — et pas même le gouvernement de Jérusalem — n'était en mesure d'entraver leur mouvement. Main-